

LE PRODUCTIVISME EN CRISE

les productivistes manifestent et ...cassent

En 1961, A. Gourvennec est producteur de choux-fleurs dans le Léon, qui subit la loi des grossistes-expéditeurs. Les manifestations de 1961 sont des manifestations de masse pour des garanties de prix et une organisation des marchés. En 1962, la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole crée les groupements de producteurs et les Comités économiques agricoles. Nous sommes aussi dans la période de mise en place progressive du Marché Commun. Les frontières vont s'ouvrir sur un marché de 220 millions de consommateurs. Produisons !

En 1984, A. Gourvennec est président de la SICA de St-Pol du Léon et à la tête d'un élevage de 3.000 truies, naisseur-engraisseur, président de la Caisse régionale de Crédit Agricole, P.-D.G. d'une société de «car-ferries» entre la Bretagne et l'Angleterre, etc... En 1983-84, les manifestations du CDJA du Finistère ne sont pas des manifestations de masse, mais davantage des opérations-commandos, comme celle du 19 janvier. Dans la nuit, un groupe de paysans investit et saccage la sous-préfecture et quitte les lieux avant l'arrivée des forces de police. Les meneurs, comme J.-J. Riou, sont des gros producteurs, en moyenne 200 à 300 truies, naisseurs-engraisseurs.

Les revendications de ces ultra-libéraux sont cependant fondées :

- démantèlement des M.C.M., qui donnent un avantage commercial aux producteurs des pays à monnaie forte. C'est particulièrement vrai pour le porc, dont une forte proportion de l'alimentation est importée (manioc, soja), ce qui accroît l'avantage de ceux qui ont une mannaie forte.

- refus d'être ménalisés par les tarifs ferroviaires.

- refus des quotas, un contingentement de la production laitière, comme le préconise la commission de Bruxelles.

Ces libéraux n'ont pas peur de la concurrence. Ils veulent lutter à «armes égales» avec les Hollandais ou les Allemands. Leurs revendications sont économiquement justes et volontairement incomplètes. Toute l'habileté est là : manifester bruyamment sur les M.C.M. pour mieux faire silence sur les vraies questions.

Dans la nuit du 19 janvier 1984, la sous-préfecture de Brest est saccagée par des paysans. Le 21, Jean-Jacques RIOU, vice-président du CDJA du Finistère, est incarcéré. Il ne sera libéré que 8 jours plus tard.

Voilà qui rappelle les manifestations bretonnes de 1961. Le 8 juin 61, la sous-préfecture de Morlaix était occupée et l'un des leaders, Alexis GOURVENNEC, restait 15 jours en prison.

Le même A. GOURVENNEC est à nouveau aux premières lignes en 1984, au sein du Comité de salut économique de la Bretagne. Serait-ce qu'en 23 ans, rien n'aurait changé ? Si, beaucoup de choses ont changé et d'abord Gourvennec lui-même...



Le «Comité de salut économique».

Peut-on poursuivre le développement de l'agriculture sur le modèle productiviste ?

Voilà la question d'actualité au printemps 1984 ! Cette question beaucoup la posent depuis plusieurs années... Aujourd'hui, elle devient incontournable (1).

La France compte 500.000 producteurs de lait pour un total annuel de 300 millions d'hectolitres (moyenne de 60.000 l par an et par producteur). Si le modèle est de 40 vaches laitières à 5.000 l (soit 200.000 l par producteur), il suffira de 150.000 producteurs. 3 producteurs sur 4 devront disparaître.

En fait, il suffirait de 100 Gourvennec pour faire toute la production porcine du Finistère, premier département producteur de porc avec les Côtes du Nord (au lieu de 6.000 éleveurs).

Or, précisément, ce modèle productiviste est moins performant qu'on ne le croit... et il est très vulnérable. Pourquoi ? Généralement, le gros producteur travaille avec un haut niveau de consommations intermédiaires et une faible valeur ajoutée à l'unité produite. Il mise sur la quantité. En période de crise, cas du porc actuellement, le prix du marché ne couvre plus les coûts et les pertes vont très vite.

D'autres modèles de production plus autonomes (par exemple, réintroduction de la betterave dans l'alimentation des porcs, prairies à base de ray-grass anglais et trèfle blanc pour les bovins... —voir les travaux

du CEDAPA (2)— permettent d'augmenter la valeur ajoutée à l'unité produite. L'exploitation est moins vulnérable économiquement. L'amélioration du revenu est recherchée en abaissant les consommations intermédiaires et non pas en accroissant les quantités produites. C'est la voie à prendre pour :

- maintenir un maximum d'emplois,
- maîtriser les volumes de production.

Ce sont là les vraies questions. Elles sont sous-jacentes dans les négociations de Bruxelles de ce printemps. Elles doivent conduire à une réforme de la PAC. Après plus de 20 années de ligne droite sur la route du productivisme, et maintenant que l'impasse est en vue, les Dix sauront-ils voir plus loin que les problèmes financiers à court terme pour amorcer le virage salutaire ? Il faudra pour cela que les syndicats progressistes, qui proposent une alternative, se fassent entendre.

J.-Y. GRIOT.

(1) Qu'on le veuille ou non, le modèle productiviste a du plomb dans l'aile. Un indice : les ports de Lorient et Brest ont vu régresser deux ans de suite leurs importations de soja et manioc. (Le Travailleur Paysan n. 24, février 1984, p. 13 : un projet gonflé, Alain Le Sann).

(2) CEDAPA — Centre d'Étude pour un Développement Agricole Plus Autonome - 36, Bd Clémentineau 22000 ST-BRIEUC. Voir également, dans ce numéro «les notes de lecture».

